

des rares représentants qui aient réclamé ici, pour le pays, le droit d'administrer librement ses propres affaires et surtout tout ce qui se rattache à ses relations avec les Etats-Unis. C'est là la politique que j'ai défendue, et, je suis heureux de le dire, c'est là la politique qui obtient, à un haut degré, l'approbation du gouvernement impérial.

Tout en réclamant, toutefois, ces droits pour le Canada, je reconnais que tout droit comporte un devoir. Le pays a de graves responsabilités, non seulement en ce qui le concerne, mais envers l'empire dont il fait partie, et le moment est maintenant venu pour nous de décider si nous devons envisager ces responsabilités comme le veulent les hommes d'Etat ou comme le veulent les démagogues. Je le répète, le gouvernement impérial nous a témoigné beaucoup de confiance et je voudrais que le gouvernement et le peuple du Canada se montrassent dignes de cette confiance que l'on a mise en eux.

Je ne conseillerai jamais l'abandon de nos droits et je crois pouvoir dire à la Chambre que mes honorables amis à mes côtés (sir Wilfrid Laurier, sir Louis Davies) sont comme moi désireux de maintenir l'honneur et la dignité du peuple canadien, tout autant que tout honorable député de la gauche. Bien que je ne sois pas prêt, cependant, à sacrifier les droits reconnus du Canada et la dignité de l'Angleterre, je ne veux pas non plus me prêter à tout mouvement tendant à brusquer inconsidérément des négociations que l'on nous a chargés de mener à bonne fin. Je dirai à mes honorables amis qui m'entourent et aussi aux honorables messieurs de la gauche, à qui, dans les circonstances, je suis heureux de m'adresser comme à des amis, que ce que va faire le Canada est d'une grande importance. J'espère que, dans les circonstances, la Chambre et non pas le parti libéral, va se montrer à la hauteur de la position.

C'est un fait reconnu que le Canada s'élève rapidement comme nation; qu'il prend les responsabilités et les devoirs d'une nation, et je suis heureux de dire, car, par le passé, j'ai eu l'occasion d'attirer l'attention sur le fait contraire, je suis heureux de dire que l'état de stagnation dans lequel nous sommes restés longtemps disparaît rapidement. Nous avons tous les jours les plus grandes preuves de notre avancement. Ceux qui viennent dans le pays s'y établissent et notre population est contente d'y rester. Dans tous les coins du pays où nous jetons les yeux nous constatons des progrès de nature à développer la richesse nationale, propres à augmenter notre population. Mais, comme je l'ai dit, ces nouveaux avantages et ces nouveaux privilèges comportent aussi de nouveaux devoirs, dont un des plus grands peut-être qui nous incombe dans les circonstances, est de savoir se tenir dans de justes bornes.

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

M. l'Orateur, les honorables messieurs de la gauche ont insinué ou prétendu que le pays voulait des représailles. S'il s'agit là de la masse du peuple, je nie, pour ma part, que la masse du peuple canadien désire s'engager dans un commerce de représailles contre les Etats-Unis. Cette assertion toutefois fût-elle vraie, bien que je la croie tout à fait sans fondement, une partie de la population commettrait-elle la folie de désirer une telle chose, comme l'a dit l'honorable chef de l'opposition, pour ma part mon choix, je le déclare, serait vite fait.

Lorsque je prêtai le serment d'office, lorsque je jurai de conseiller Sa Majesté dans l'intérêt du peuple canadien et non dans mon intérêt privé, j'étais résolu d'accomplir mon devoir, j'étais décidé de suivre ce serment, de remplir le mieux possible les obligations que j'avais prises, et quoiqu'il advienne, j'espère que l'on ne pourra jamais m'accuser d'avoir failli à mon devoir ou à mon serment.

M. WALLACE: Je sens quelque hésitation à me lever après un homme d'Etat distingué comme l'honorable ministre qui vient de parler, un homme qui, par son expérience tant dans le gouvernement que dans l'opposition, et aussi par son étude sérieuse des affaires canadiennes, est un de nos plus grands hommes. Cependant, après l'avoir écouté hier et aujourd'hui, après avoir aussi entendu l'honorable premier ministre, je vois que ces deux messieurs n'ont pu réussir à réfuter les accusations faites par le chef de l'opposition (sir Charles Tupper) et par l'ex-ministre des Finances. Quand des accusations d'incapacité dans l'administration des affaires publiques, quand des accusations de promesses violées restent sans réponse, malgré l'habileté reconnue de ces messieurs, je ressens moins d'hésitation à prendre la parole après eux.

Qu'ont fait ces honorables ministres depuis qu'ils sont au pouvoir? Comme la chose a été dite et répétée, ils n'ont rempli aucune des promesses faites dans l'opposition. Leur dossier se résume dans une série de promesses violées; c'est un dossier qui doit faire rougir tout vrai canadien lorsqu'il voit un grand parti politique puissant dans le pays et d'autant plus tenu à représenter les honnêtes convictions de ceux qui l'ont appuyé, avoir pour chefs des hommes qui ignorent les principes qu'ils défendaient dans l'opposition, et mentent aux engagements qu'ils ont pris avant d'arriver au pouvoir.

Examinons d'abord leur politique fiscale. Un parti politique doit avoir un programme clair et défini en matière fiscale. S'il adopte une politique de protection, qu'il se déclare protectionniste et établisse son tarif sur des bases protectionnistes; s'il est libre-échangiste, qu'il prenne pour point de départ le libre-échange et qu'il le fasse entrer autant que possible dans son système fiscal. Je défie qui que ce soit parmi mes honorables collègues de la droite de dire sur